



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

08/09/2025

Déclaration commune STOP À LA MENACE MILITAIRE AMÉRICAINNE CONTRE LE VENEZUELA

Le Parti Révolutionnaire Communistes est signataire de cet appel impulsé par le Parti Communiste du Mexique et signé jusqu'à aujourd'hui par 22 organisations communistes. Nous partageons ce point de vue que la solidarité avec le Venezuela comme avec tous les pays d'Amérique latine et des caraïbes qui luttent pour s'émanciper de la domination États-unienne est une impérieuse nécessité dans la lutte anti-impérialisme. Avec les signataires nous renouvelons notre soutien au Parti Communiste du Venezuela

Nous, soussignés, Partis communiste et ouvrier, condamnons le déploiement actuel de forces militaires américaines dans les Caraïbes, sur ordre de l'administration Trump, menaçant le Venezuela sous prétexte de lutter contre le trafic de drogue. L'impérialisme américain et ses alliés européens ont historiquement utilisé comme façade politique la prétendue « lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue, la présence d'armes de destruction massive, la défense des droits de l'homme et de la démocratie », entre autres, pour attaquer et intervenir dans divers pays du monde. La menace d'agression militaire américaine contre le Venezuela démontre une fois de plus le caractère interventionniste de la puissance impérialiste américaine, qui a historiquement considéré l'Amérique latine comme son arrière-cour, comme elle l'a démontré au cours des 200 dernières années, en menant des invasions, des interventions et des agressions militaires directes et indirectes (comme dans les cas du Guatemala, de Cuba, de la République dominicaine, du Panama, de la Grenade, d'Haïti, du Honduras et du Salvador) ; Ils ont fomenté des complots pour imposer des dictatures antidémocratiques et pro-américaines (comme au Chili, en Argentine, au Brésil, en Uruguay et au Paraguay) ; ils ont déployé des plans criminels contre les luttes des peuples (comme l'opération Condor et l'opération Colombie) ; et ont imposé des embargos et des blocus économiques illégaux à plusieurs nations, le cas le plus emblématique étant le blocus criminel contre Cuba. Les États-Unis, désireux d'exercer une domination économique, politique et militaire totale dans la région, ont également installé près de 80 bases et enclaves militaires en Amérique latine et dans les Caraïbes ; ils ont également réactivé, en 2008, la quatrième flotte de la marine américaine afin d'accroître leur domination militaire maritime sur l'Amérique centrale, les Caraïbes et l'Amérique du Sud. Cette nouvelle escalade belliciste de l'impérialisme américain dans la région des Caraïbes vise clairement à faire prévaloir les intérêts des monopoles américains dans leur concurrence avec le capital et les intérêts des puissances concurrentes, en exerçant une pression accrue sur le gouvernement de Nicolás Maduro afin qu'il continue d'accorder davantage de privilèges et de concessions au capital monopoliste américain, voire qu'il provoque la fracture totale du régime et l'accession au pouvoir de la faction d'opposition de droite, fidèle interprète de ses intérêts. De plus, cela aurait d'énormes répercussions déstabilisatrices et violentes pour toute la région latino-américaine et caribéenne. En ce sens, nous exprimons notre ferme condamnation de cette dangereuse escalade interventionniste de l'impérialisme, qui vise à aggraver encore davantage les conditions difficiles en matière de libertés démocratiques et de droits humains, ainsi qu'à dégrader la qualité de vie du peuple vénézuélien. L'intervention impérialiste, qu'elle se traduise par le déploiement militaire actuel ou par la poursuite des sanctions économiques criminelles, aggrave la crise capitaliste vénézuélienne et accroît les souffrances des travailleurs vénézuéliens. Nous soutenons la lutte de la classe ouvrière et du peuple vénézuélien pour le rétablissement des libertés démocratiques dans le pays, les droits politiques, sociaux et économiques du peuple, la cessation de la répression et la libération complète des travailleurs, des militants politiques et sociaux injustement détenus pour avoir lutté pour leurs droits ou exigé le respect de la Constitution. Nous soutenons également le rétablissement des droits politiques des organisations

victimes de l'intervention des institutions de l'État vénézuélien, comme c'est le cas du Parti communiste du Venezuela, de sa militantité et de son Comité central élu lors du XVI^e Congrès, toujours aux avant-postes de la lutte contre l'impérialisme, auxquels nous exprimons notre entière solidarité. Nous exhortons également le gouvernement vénézuélien à respecter et à rétablir ces droits. Nous exprimons notre solidarité avec la classe ouvrière et le peuple vénézuélien, et réaffirmons que la sortie de la crise sociale, économique et politique au Venezuela est entre les mains de la classe ouvrière et du peuple vénézuélien, et non d'un bloc de la bourgeoisie nationale ou d'un pôle du système capitaliste mondial. Nous nous opposons au nouveau partage impérialiste et au sacrifice des peuples au profit des intérêts du capital.